



Communication politique et passion

par Jole Morgante

Une réflexion visant à expliquer la manière dont l'entraînement passionnel influence et oriente la communication politique doit avant tout s'arrêter à mieux rendre compte de l'implication réciproque des trois composantes (communication, politique et passion) dont l'interaction est loin d'être linéaire et univoque. Une telle interrogation suppose l'effort préalable d'un parcours à rebours visant à mieux cerner le lien étroit qui, depuis toujours, fait de la parole publique une sollicitation et une mobilisation de la capacité d'adhérer corps et âme à l'action par laquelle doit se réaliser la volonté collective que le discours public s'est justement occupé de faire ressortir.

Bien évidemment, la communication verbale sous-tend déjà, dans le jeu complexe d'action et rétroaction de l'échange conversationnel, la composante émotionnelle par laquelle la parole humaine se propose de modifier la réalité extérieure, en influençant la capacité d'adhésion d'autrui (Danblon, 2005 ; Morgante, 2008).

Parler implique toujours une finalité qui insère toute énonciation dans un processus d'influence par une confrontation dialectique ; les équilibres d'une telle confrontation dépendent d'ailleurs étroitement de la capacité expressive des interlocuteurs et donc de leur impact réciproque. A plus forte raison, la parole politique, en tant que moyen de l'action collective, doit se proposer de mobiliser le groupe pour arriver à une convergence des opinions vers un choix suffisamment uniforme : la passion se propose ainsi comme une composante essentielle du discours politique, qu'elle soit à envisager comme le facteur de passivité du public ou l'origine de l'attitude et des prises de position du locuteur (Danblon, 2005; Meyer, 1999, 2004).

De ce point de vue, communication, politique et passion sont donc à voir comme trois variables liées à autant de dimensions conceptuelles dont le croisement peut être envisagé comme le lieu d'une réflexion qui, tout en s'appuyant sur la conscience depuis longtemps acquise de leur étroite interaction, peut devenir aussi un



instrument pour mieux analyser notre modernité. En effet, l'accélération technique a sûrement changé certaines modalités de l'échange communicatif et, ayant influencé l'évolution de la société, a modifié d'une manière analogue la réalité politique (Gerstlé, 2008²; Wolton, 1995). L'interaction entre ces deux domaines – communication et politique – essentiels au fonctionnement de la société, réalise la capacité d'action de la société elle-même, puisque la communication politique est le moyen pour réaliser une telle action et que c'est la nécessité de l'action elle-même qui est la raison d'existence de la politique.

L'importance d'un tel enjeu explique l'ampleur de la réflexion théorique dont les résultats se diversifient selon qu'elle s'arrête à ne voir dans la communication politique qu'un champ d'application particulier du processus communicationnel ou une exploitation par la politique de l'efficacité assurée par les nouvelles technologies de la communication. Une telle alternative paraît cependant ne pas sortir la réflexion de la logique d'un nécessaire rapport hiérarchique des domaines – que ce soit l'un ou l'autre qu'on considère comme prioritaire – tandis que, en envisageant la communication réalisée dans le champ politique comme le résultat d'une interaction, on en arrive à supposer l'autonomie de la communication politique. Une telle approche qui considère la communication politique comme un espace virtuel identifié par des mécanismes de fonctionnement spécifiques permet d'évaluer comment elle assure l'articulation entre discussion et action.

Dans cette perspective, bien qu'influencée par les nouvelles technologies, la communication politique est ainsi envisagée comme le moyen pour acquérir une légitimation dont la recherche peut ne pas se borner à la conquête du pouvoir. C'est justement grâce à la possibilité d'une confrontation portant sur la politique et accompagnant les phases diverses de son action que peut se donner une communication politique se poursuivant au-delà de la plus stricte compétition électorale. S'il est vrai que le risque d'instrumentalisation réciproque entre politique et communication pointe le débat politique et que celui-ci paraît le plus souvent n'avoir d'autre but que la conquête du pouvoir dans un contexte hautement compétitif, on peut par ailleurs miser sur un ultérieur niveau communicatif qui permette aux citoyens de partager l'engagement commun tout en reconnaissant le rôle légitime des instances politiques chargées de réaliser la délibération collective. La complexité de ces mécanismes d'interaction justifie leur différente interprétation et le caractère interdisciplinaire du champ d'étude ; cependant, cela n'empêche, selon Gerstlé (2008: 12-28), qu'il s'agit de processus développés grâce à la discussion collective et permettant de situer dans le domaine politique ce type d'échanges qui sont d'ailleurs susceptibles de toucher à tous les aspects de la vie en commun.



Etant donné le caractère essentiellement communicationnel de la politique, l'échange par lequel se réalise la discussion sur les enjeux communs est donc un processus multidimensionnel pouvant de ce fait être envisagé sur le plan pragmatique des relations sociales auxquelles il donne lieu ou bien sur le plan symbolique assurant le déplacement des conflits vers l'affrontement verbal, ou, encore, sur le plan structurel, puisque ce processus communicationnel construit l'ensemble des réseaux par lesquels s'organise l'action politique (*Ibid.* Sur le concept de structures sociales voir aussi Pharo, 1992 : 217-29).

De ce point de vue, suivant en cela la suggestion de Pharo, il est utile de distinguer le lien civil d'un plus ample lien social : si celui-ci comprend toutes sortes de relations collectives, y comprises celles qui ne dépendent pas d'un choix conscient et qui sont le résultat du fonctionnement du système social (par exemples les effets économiques), le lien civil se fonde par contre sur la compréhension et l'accord mutuels et il présuppose l'existence de structures conceptuelles en commun. De telles structures, "nécessaires et connaissables *a priori* (...) sont les moyens usuels du sens commun [qui] agissent aussi bien au niveau des relations interpersonnelles qu'à celui des relations politiques" (Pharo 1992: 21).

Une telle hypothèse permet d'aller au-delà de la capacité d'analyse, description et compréhension de la réalité sociale offerte par une recherche fondée sur les seules données de l'élaboration culturelle, c'est-à-dire l'ensemble des réponses déterminées par le contexte historique et social. Au-delà de ce niveau, pourtant important, la cohérence du sens (l'intelligence mutuelle assurant l'existence de la société) se fonde sur des principes qui ont une valeur universelle et permettent d'ailleurs non seulement la compréhension réciproque à l'intérieur du groupe social, mais aussi la comparaison de groupes différents et même éloignés dans l'espace ou dans le temps.

La notion de sens commun reprise par Pharo permet de fonder la question du sens (de la réalité et de l'action – donc de la moralité) sur des principes transcendants, c'est-à-dire existant au-delà de l'expérience contingente, et fondés donc sur un idéal de paix et de justice "car il est impossible de maintenir le sens commun lorsqu'on écrase autrui" (*Ibid.*: 22).

Ce dépassement de la contingence individuelle et sociale permet en effet de creuser ultérieurement la question de l'interrelation entre politique, communication et passion parce que la possibilité de la compréhension et donc de l'accord sous-tendus au lien civil passe par la mise en rapport entre les notions d'utilité et de nocivité individuelles et collectives. Il s'agit par là d'articuler réciproquement la dimension privée et la dimension civile, c'est-à-dire ce qui est ressenti par l'individu comme bon et utile (pour lui et de son point de vue), orientant et donnant sens à la vie individuelle, et ce qui est bon et utile pour la Cité.



L'interrelation entre la personne et le groupe se propose ainsi comme une recherche de la signification que prend l'action individuelle par rapport à celles des uns et des autres pour parvenir à l'accord mutuel : les relations humaines, fondées sur un croisement d'actions et de passions individuelles sont de ce fait la base du lien civil. Dans ce sens, on envisage alors comme réciproquement nécessaires les dimensions individuelle et collective : l'ordre de la Cité (la dimension politique) n'est pas préexistant à l'ordre de l'existence (la recherche de sens des individus singuliers). Cela implique que la politique n'est pas une réalité s'imposant sur la dimension individuelle pour en diriger la recherche de sens, mais que, en revanche, c'est elle qui s'appuie sur la capacité d'élaboration de sens des individus formant la Cité, puisque le lien civil prend forme et se construit justement grâce à leur compréhension réciproque et à l'accord mutuel.

Dans ces conditions, les catégories de l'action et de la passion deviennent centrales, sinon exclusives, car c'est en elles seulement qu'on peut avoir l'occasion d'observer cette mise en acte de l'ordre de la Cité. L'étude directe, conceptuelle et empirique, des actions et des passions, est un moyen simple et contrôlable de documenter sur des cas particuliers une théorie civile, sans avoir besoin de faire un appel préalable à des déterminations culturelles. (*Ibid.* : 27)

Bien évidemment, l'articulation réciproque de la dimension individuelle et collective, qui se concrétise dans la construction du lien civil, devient moyen de dépassement de la situation historiquement et culturellement déterminée parce que, selon une interprétation de type aristotélicien, la passion – ainsi que l'action – est ici vue comme catégorie de l'être et facteur d'expression de sa recherche de sens (voir Morgante, 2008 : 41-48). Encore plus qu'un effet secondaire dû à la mobilisation de la dimension affective dans les relations humaines et sociales, l'interaction entre passion et politique se lie ainsi étroitement à l'émergence même de la nécessité de la gestion de l'action collective : l'homme réalisant son être de passion et d'action dans la relation et la confrontation avec autrui, son individualité s'exprime de manière nécessaire à l'intérieur des conditions d'intelligibilité mutuelle, quitte à s'exposer à la perte de sens par la fracture du lien social. Inversement et en même temps, c'est à partir de soi que l'homme peut comprendre ce qui lui est extérieur.

On ne peut donc pas expliquer la vie sociale, si on n'a pas d'outils d'analyse des niveaux d'engagement personnel, de l'amour à l'indifférence en passant par la dette, la loyauté, le remords ou le désir de revanche, ce qui suppose d'admettre une réalité de l'expérience intime. Le concept de la civilité est justement celui de la place de l'intime dans le social. (Pharo: 18)



Envisagée comme fondement de l'articulation entre individuel et collectif, la passion devient ainsi un moyen pour accéder à une perspective transcendante permettant de comprendre et d'expliquer la réalité sociale à la lumière de notions à valeur universelle. Or, l'exigence d'un point de référence externe rendant compte de la signification que prennent les relations réciproques et, par conséquent, l'action collective dans la vie en commun est, selon Meyer (1995 : 15-21), essentielle à la possibilité d'existence du groupe lui-même. Ce point de vue extérieur assure la légitimation des principes qui constituent le groupe et le font exister en tant que réalité autoréférentielle.

Originellement fondée sur la dimension sacrée, l'instance de légitimation s'exprime, selon Meyer, dans l'ultérieure évolution anthropologique et historique par l'insolence, c'est-à-dire par une attitude de prise de distance déstabilisatrice visant à réactiver ces idéaux de justice et de vérité que devrait poursuivre le pouvoir pour réaliser les attentes collectives. Définie comme vertu, l'insolence s'incarne historiquement dans les figures du bouffon, du seigneur et de l'intellectuel, mais se précise dans l'analyse de Meyer comme l'instance primaire réalisant la sociabilité humaine. C'est qu'elle réalise une mise à distance, ce point de vue externe qui constitue le groupe dont elle fonde la légitimité, tout en veillant à empêcher que les conduites individuelles et collectives se figent dans un respect purement extérieur des principes qui donnent existence au groupe lui-même. Dans ce sens, l'insolence instaure un rapport privilégié et ambigu avec le pouvoir : si elle garantit sa fonction de réalisation de l'action collective, elle en est, en même temps, l'instance de contrôle critique, toujours au nom de mêmes principes qui donnent valeur et signification à l'existence collective. L'insolence se révèle ainsi comme un principe régulateur de la dimension politique et, même, le fondement du politique, tandis que, dans son fonctionnement essentiel (en tant que facteur de cohésion et de déstabilisation du groupe), elle se propose comme la passion primaire, à mi-chemin entre adhésion et refus par rapport au groupe qu'elle fonde. Par elle, la construction sociale s'avère comme indispensable à l'existence humaine, tout en étant évident que les relations humaines qui s'y inscrivent trahissent l'exigence de vérité et de justice qui sont les principes mêmes de légitimation de la société.

On vient de relever le rôle de la passion dans le fonctionnement de la vie sociale en tant que point d'articulation entre privé et public, mais aussi de prise de distance critique visant à renouveler l'adhésion de la société – et surtout du pouvoir qui en réalise la capacité d'action – aux principes qui en légitiment l'existence. Or un tel rôle s'appuie de toute évidence sur la nature de la passion, complexe sinon double, puisqu'elle se situe entre affectivité et raison.



En tant qu'étroitement liée au plus près de l'intimité humaine, elle touche à la dimension sensible et se situe à l'intérieur de la gamme des affects qui du niveau irréfrénable et momentané du domaine pulsionnel (émotion) parvient à la capacité de continuité et de prospection éthique du sentiment. Dans ce cadre, la passion se propose comme un entre-deux : à la fois moyen d'organisation de la pulsion et accès à une dimension cognitive de type intuitif et fondée sur la vraisemblance, c'est-à-dire distincte de la connaissance rationnelle fondée, elle, sur l'évidence de l'enchaînement logique.

On comprend mieux alors dans quel sens la passion réalise la jonction entre dimension individuelle et collective en fondant le lien civil, surtout si on tient compte du fait que c'est par le langage et dans la communication interpersonnelle qu'elle s'exprime. C'est ainsi justement que le lien profond entre communication et politique passe par la mobilisation passionnelle, qu'il s'agisse de l'entraînement émotionnel du public réalisé par des techniques discursives, ou bien de l'émergence de l'engagement passionnel du destinataire.

Indubitablement, qui dit politique dit déjà confrontation et alignement, c'est-à-dire prise de position à l'intérieur d'une réalité humaine dont les enjeux se définissent par un affrontement verbal parfois violent, sinon acharné puisqu'il y va souvent de la possibilité même d'existence des groupes d'opinions s'étant engagés dans une telle confrontation.

Compte tenu de la force des intérêts contraires mis en jeu, la prise de parole dans l'arène publique se veut néanmoins échange réglé et effort de réduction des distances réciproques par la proposition de points de rencontre sur lesquels appuyer l'action collective (voir Meyer, 1999). La réglementation de l'échange acquiert ainsi une fonction de canalisation de la violence collective, même quand l'affrontement est rude, puisque la recherche de la parole efficace se substitue toujours à l'imposition de sa volonté par la force, tant il est vrai que la violence peut à tout moment prendre le dessus en renonçant à la sublimation symbolique de la lutte verbale. Point d'articulation délicat marquant la possibilité d'existence du lien social, le déplacement symbolique de la violence par le discours est en effet un mécanisme de décharge qui ne laisse pas de témoigner que la dissension ayant amené à la discussion peut à tout moment reprendre le dessus et rompre les amarres d'un accord (le lien civil) toujours relatif ou temporaire. Toutefois, selon Pharo, cet accord est en fin de comptes beaucoup plus fort que le niveau des intérêts les plus immédiats et particuliers (Pharo, 1992).

Si l'échange communicatif se révèle comme un moment essentiel de la vie sociale, c'est parce qu'il réalise l'effort persuasif qui donne légitimité à l'action politique en gagnant l'accord de la collectivité, plus ou moins explicitement investie de la nécessité d'une médiation et d'un renoncement à l'absolutisation des points de vue. Moyen de sublimation d'une violence qui se situe en amont de la construction sociale, la communication au sein de la collectivité maintient ainsi son rôle de cohésion et assure par là la continuité de la même collectivité, justement par sa



capacité de donner expression et donc de canaliser les complexes mécanismes émotionnels qui sous-tendent les interactions humaines.

Le rapport entre politique et passion relève d'ailleurs de l'évidence, sinon de la banalité, à tel point l'action réalisée au nom de la collectivité, nourrie de telles implications affectives, rebondit aussitôt sur la collectivité elle-même et donne lieu à autant de réponses dont la variété émotionnelle n'en diminue aucunement l'intensité. Bien souvent, qui dit politique dit aussitôt volonté de puissance, violence d'opposition ou adhésion convaincue, et souvent même emportée, à l'une des solutions proposées. On pourrait alors se passer d'en vouloir détecter les rapports réciproques, n'était-ce l'intérêt de mieux envisager les mobiles concrets de certains mécanismes de sollicitation, puisque dans la communication politique l'adhésion de l'auditoire entraîne le plus souvent un consensus essentiel à l'agir en société, c'est-à-dire à la politique elle-même. Pourtant, il est difficile d'y voir clair, soit au niveau des enjeux concrets de la vie politique qu'à celui des mécanismes de déclenchement des réactions qui amènent au consensus ou à la prise de distance. La force de l'impact émotionnel et la complexité des nœuds passionnels s'accompagnant au caractère diffus de la communication médiatisée, elles font en effet écran et brouillent le cadre des intérêts divers et conflictuels qui la sous-tendent ; si bien que les choix qui font exister et évoluer la collectivité paraissent assez souvent soumis au déferlement inconstant des vagues émotionnelles, sans jamais atteindre un quelconque niveau de réflexion et de projection.

Ce n'est donc qu'en analysant plus directement les discours échangés dans l'espace public qu'on peut en arriver à en détecter les modalités, afin de mieux en percer les finalités et la manière dont les orateurs s'engagent dans la gestion de la collectivité par la capacité de mobilisation passionnelle de leurs propos. Cela revient alors à dire qu'il est utile de mieux nommer les passions véhiculant le sens de la participation (ou du refus) à la discussion collective, des passions délibérément affichées jusque – il faut toujours pouvoir y compter – aux passions véritables, celles qui contribuent à la construction et au renouvellement du sens commun. Parmi celles-ci, il faut surtout compter l'attente de changement qui peut être sollicitée par la proposition d'un projet, tel le programme électoral. Et il est vrai qu'il faut pouvoir y croire pour le choisir et pour qu'il donne suffisamment d'élan à l'action, avant que la réalité prenne le dessus, amenant souvent une déception plus ou moins aigrie ou violente. Ainsi du programme de réformes lancé en campagne électorale à la proposition des lois, il y a non seulement l'effet de retombée d'une application qui amoindrit presque toujours les promesses, mais aussi toute la difficulté d'en rendre acceptable la réalisation face à une collectivité multiforme dont la diversification prend le dessus sur la simplification outrée de la logique majoritaire.



A côté de ce processus constant de convergence et diversification des opinions en raison des mécanismes de mobilisation et de rassemblement, dans la communication politique courante, l'exigence de simplicité a été en outre signalée comme l'effet le plus évident de la médiatisation. La tendance à réduire le message à des propos synthétiques et frappants – des slogans à la formulation expressive de son point de vue – est une conséquence directe du raccourcissement du temps de parole concédé à chacun dans les médias et des mécanismes de juxtaposition créés par la vitesse de la communication (Gerstlé, 2008 : 43-48). Une telle vitesse est d'ailleurs le plus souvent accrue, au moment de la médiatisation, par le travail de collage sous-tendu à la fabrication de l'information ; si celle-ci crée des effets de raccourcissement souvent imprévus et même non voulus, tout cela finit néanmoins par accentuer à la fois l'effet de contraposition du débat politique et la recherche d'efficacité des propos souvent conçus pour former un débat à distance et par médias interposés.

De ce fait, il est évident que de tels propos vont plutôt miser sur les peurs collectives ou la volonté d'opposition polémique pour créer un mécanisme d'adhésion irréfléchi et ajusté à la vitesse des échanges. Cependant, au-delà d'une activation directe de passions dont le contenu cognitif paraît se réduire au niveau des lieux communs, le va-et-vient des messages et la présence continuée sur la scène médiatique donnent une valeur de construction discursive aux interventions successives qui, à défaut de cohérence idéologique – diminuée d'autant par la parcellisation de l'actualité – s'appuie de plus en plus sur cet effet de présence favorisé par la médiatisation et qui fait des personnalités politiques des figures familières, fortement impliquées dans l'univers affectif des citoyens.

Le modèle rhétorique, nous donne alors le moyen de mieux cerner ce complexe jeu d'influence que devient la parole en contexte politique, parce que le retour à un tel patrimoine culturel et au savoir-faire qui en découle affine d'autant notre capacité d'analyse. Dans ce cadre, la construction d'un *ethos* fondé sur un effet de proximité se propose même comme une solution efficace qui, jouant sur les nouvelles ressources de la communication, fait de la croyance le moyen de dépassement de la perte de référence des systèmes idéologiques (Muzet, 2007). Sauf que, en cas de crise – comme dans tout lien affectif – la contiguïté autorise encore mieux l'agressivité ou le refus violent.

BIBLIOGRAPHIE

Danblon E., 2005, *La fonction persuasive. Anthropologie du discours rhétorique : origines et actualités*, Colin, Paris.

Ferry J.-M., 1989, "Les transformations de la publicité politique", *Hermès. Cognition, communication, politique*, n°4, *Espace public*, p. 15-26.

Gerstlé J., 2008², *La communication politique*, Colin, Paris.

Mercier A., 2004, "Pour la communication politique", *Hermès*, n°38, *Les sciences de l'information et de la communication. Savoir et pouvoir*, p. 70-76.



- Meyer M., 1995, *De L'insolence. Essai sur la morale et le politique*, Grasset, Paris.
Meyer M. (dir.), 1999, *Histoire de la rhétorique. Des Grecs à nos jours*, Livre de poche, Paris.
Meyer M., 2004, *La Rhétorique*, Paris, coll. "que sais-je" n°2133, PUF.
Morgante J., 2008, *La Passion : un enjeu cognitif entre idéal de maîtrise et méfiance* in *Passion françaises, passions des Français*, sous la direction de Jole Morgante, Cuem, Milano, p. 15-110.
Muzet D., 2007, *La croyance et la conviction: Les nouvelles armes du politique*, éd. De l'Aube, Paris.
Riutort Ph., 2007, *Sociologie de la communication politique*, Paris, La Découverte.
Wolton D., 1995, "Les contradictions de la communication politique", *Hermès*, n°17-18, *Communication et politique*, p. 107-124.

Jole Morgante est professeur de Cultura Francese à l'Università degli Studi di Milano. Spécialiste du XVII^e siècle, elle étudie les mécanismes de variation des textes et les procédés de l'écriture libertine; son intérêt pour l'analyse du discours s'applique aussi aux problèmes de la communication de la société contemporaine, en France. Parmi ses publications: Morgante J., 2008, "La Passion : un enjeu cognitif entre idéal de la maîtrise et méfiance", pp. 15-110 in *Passions françaises passions des Français* sous la direction de J. Morgante avec la collaboration d'Alessandra Grossi, Cuem, Milano; Morgante J., 2008, "Du côté du Lignon et près de la fontaine : variations et convergences narratives dans l'Astrée", pp. 51-62 in *Lire l'Astrée. La fabrique de l'oeuvre. Hybridations et contrepoints*, sous la direction de D. Denis, Presses de la Sorbonne, Paris; Morgante J., 2008, "Finir l'Astrée: variabilité et achèvement", p. 1-20 in *Le Règne d'Astrée* <<http://www.astree.paris-sorbonne.fr/articles.php>>; Morgante J., "Les points de référence historique, les noyaux conceptuels", in *La nation. Identités entre mémoire et représentation*, sous la direction de J. Morgante, Milano, Cuem, 2007, pp. 1-84; Morgante J., 2005, "L'érotisme des Contes de La Fontaine. Un plaisir hasardeux", *Revue d'Etudes Culturelles*, n°1, *Erotisme et ordre moral*, pp. 133-146; Morgante J., 2001, "La réécriture de la première partie du *Francion* : techniques d'écriture libertine", *Littératures Classiques*, n° 41, *Charles Sorel : "Histoire comique de Francion"*, p. 13-30; Morgante J., 1996, *Il libertinismo dissimulato: l' "Histoire Comique de Francion" di Charles Sorel*, Schena, Fasano.

jole.morgante@unimi.it